

Il était mécontent de son voyage à Paris au printemps ou à l'automne de 1946, je ne me rappelle plus quand au juste.

M. McLURE: Adopté.

M. POULIOT: Je prie mon hon. collègue d'attendre un peu; si je ne l'intéresse pas, je lui conseille d'aller se coucher.

M. McLURE: J'attends depuis longtemps.

M. POULIOT: Aux interruptions de mon honorable ami, je croirais qu'il ronfle. Sans prétendre garder tout le monde éveillé, c'est un sentiment que je comprends très bien. Je n'irai pas plus loin. Ce sont là des problèmes de grande importance et d'une plus grande importance encore puisque ce soir l'alpha devient l'oméga, voulant signifier par là que la première lettre de l'alphabet est "z"; c'est-à-dire oméga en grec. Toutefois, mes observations ne seront pas du grec; elles seront faciles à comprendre.

Une VOIX: Elles sont quand même du grec.

M. POULIOT: Je me bornerai à parler tout bonnement dans un anglais qui endort le député de Queens. Puisqu'il dort...

M. KNOWLES: Vous espérez.

M. POULIOT: ...je passe à l'histoire moderne.

M. MACDONNELL (Muskoka-Ontario): Pas pour longtemps, j'espère.

M. POULIOT: J'ai proposé, en donnant mes raisons, que le premier ministre renonce à la direction du ministère des Affaires étrangères. Il était mécontent de son voyage en Europe, au printemps ou à l'automne de 1946, je ne sais trop. Il a donné à entendre qu'une fois sur le continent, il ne pensait à rien d'autres qu'aux affaires européennes. C'est une déclaration qui m'a étonné car à mon retour d'Angleterre il y a quelques années, la vue par delà une colline du clocher de Saint-Paul-de-la-Croix, dans ma circonscription m'a tellement impressionné que je me suis mis à pleurer, content que j'étais de revenir chez moi. Mais les impressions peuvent être différentes. Je suppose qu'en certaines circonstances surtout, l'ambiance européenne peut nous toucher au point de nous faire oublier le Canada. J'ai cependant été fort étonné.

Mais il y avait plus. Je me souviens maintenant que le premier ministre est arrivé au Canada le jour de la prorogation des Chambres, en 1946, vers le 30 août ou le 1er septembre. Or j'avais prononcé mon discours le 28 août 1946. Je me rappelle les paroles du premier ministre en cette occasion et le rapport qu'ont publié les journaux. Je lui ai dit qu'il aurait dû démissionner avant son

[M. Pouliot.]

départ. En effet, s'il ne s'était pas rendu à Paris, si quelqu'un d'autre y était allé à sa place, on aurait déploré de toutes parts l'absence de M. King parce que, y fût-il allé, il aurait réglé la question. Je n'étais pas le seul à faire ces réflexions. Tous ceux que j'ai rencontrés à cette époque pensaient de même.

Qu'est-il arrivé? Qu'arrive-t-il? Je représente une circonscription du bas de Québec, mais en l'occurrence je parle avec respect et sincérité. Le premier ministre a compris, j'en suis sûr, que tels étaient mes sentiments car à peine eût-il mis le pied sur le sol canadien qu'il s'est hâté de céder le lourd fardeau des Affaires extérieures au ministre actuel, comme je l'avais proposé. Ce n'était pas un conseil, car il ne m'appartient pas de conseiller mes chefs, mais il a abandonné ce portefeuille quand je le lui ai conseillé. Il s'est soulagé d'un lourd fardeau dont s'est chargé l'actuel secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures.

Mais il y a plus, monsieur le président. Le premier ministre reste toujours le premier des ministres, le président du conseil privé, le gros bonnet. Lorsqu'on m'a élu pour la première fois, je m'en souviens, je me sentais tranquille au sein du parti qui ne prenait aucune mesure sans la soumettre à l'approbation du caucus. On ne formulait pas de politique tant que les membres et les chefs du parti ne l'avaient approuvée. Aussi se sentait-on tranquille. Je jouissais alors, je le répète, du bien-être que j'éprouve à dormir à bord d'un train. Je me fie à l'équipe du train. Je n'y pense pas, mais je m'endors en toute tranquillité. Je me fiais alors entièrement au parti qui consultait les députés, les responsables de la politique du parti.

M. CASTLEDEN: En quoi cela concerne-t-il le crédit?

M. POULIOT: C'était dans le bon vieux temps. Les ministres d'alors n'étaient peut-être pas tous aussi brillants que ceux d'aujourd'hui, mais c'étaient de bons vieux partisans, fidèles à la tradition parlementaire; que dire de gens tels que George P. Graham, Ned Macdonald et les autres qui entouraient le premier ministre? Celui-ci n'entreprenait rien alors sans les consulter, eux et le parti. On pouvait être certain que la décision que prenait le parti était celle de la majorité.

Mais le changement de gouvernement en 1930 et la guerre ont tout changé. Pendant dix-huit ans, j'ai été misérable et je ne veux pas l'être encore dix-huit autres années. Je ne veux pas que mon fils soit misérable quand il aura atteint sa majorité; je ne veux pas que les générations à venir soient misérables; je veux le gouvernement responsable.